

Distr.
GENERALE

TD/B/EX(1)/1/Add.1
16 septembre 1992

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

CONSEIL DU COMMERCE ET DU DEVELOPPEMENT
Première réunion directive (de présession)
Genève, 21 septembre 1992
Point 1 de l'ordre du jour provisoire

ORDRE DU JOUR PROVISOIRE ET ANNOTATIONS

Additif

Annotations à l'ordre du jour provisoire

Point 2 - Questions de politique générale découlant de certains points de l'ordre du jour provisoire de la première partie de la trente-neuvième session du Conseil :

Point 2 a) - Mise en oeuvre des recommandations adoptées par la Conférence à sa huitième session (point 2 de l'ordre du jour provisoire susmentionné)

Pour aider la réunion directive dans ses travaux, le Secrétaire général de la CNUCED soumet une note de travail contenant des renseignements de base pour l'examen par le Conseil des progrès réalisés dans la mise en oeuvre des réformes institutionnelles arrêtées par la Conférence à sa huitième session, ainsi que des suggestions concernant certaines questions en suspens. Y sont également présentées pour examen quelques options visant à donner effet au paragraphe 60 de l'Engagement de Carthagène.

Documentation

TD/B/EX(1)/3 Mise en oeuvre des recommandations adoptées par la Conférence à sa huitième session : note de travail du Secrétaire général de la CNUCED

Point 5 a) - Traitement des nouveaux Etats membres de la CNUCED aux fins des élections

Le 31 juillet 1992, l'Assemblée générale a admis un nouvel Etat au sein de l'Organisation des Nations Unies :

République de Géorgie (Résolution 46/241)

En vertu des dispositions de la résolution 1995 (XIX) de l'Assemblée générale, la Géorgie devient également automatiquement membre de la CNUCED, ce qui, avec les trois nouveaux Etats indiqués dans le document TD/B/EX(1)/1, porte le nombre des Etats membres de la CNUCED à 183.

Point 5 b) - Composition du Conseil du commerce et du développement

Le Secrétaire général de la CNUCED a reçu une communication, en date du 26 août 1992, de la Mission permanente de la Guinée équatoriale à Genève, indiquant que la Guinée équatoriale souhaitait devenir membre du Conseil du commerce et du développement.

La réunion directive de présession sera invitée à prendre une décision.
